



**Vos supermarchés
restent ouverts !!!**
Ne relâchez pas la vigilance !
Continuons les gestes barrières

Adidogomé - Agoé Assiyé - Baguida - Boulevard - Cassablanca - Grand Marché - Millénum - Okavango



LE CHAMPION, ENTREPRISE CITOYENNE

Abonnez-vous ou achetez la version pdf de votre journal dès aujourd'hui !



www.nouvelleopinion.com

www.nouvelleopinion.com

Récépissé N°0149/1A/G3/01/NAAC

Nouvelle Opinion

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité / N°728 du 27 Septembre 2021 / Prix : 250F CF

76e session de l'Assemblée générale des Nations Unies :



Les secrets du Togo pour une paix durable dans la sous-région

P.3

Le gouvernement face à la vie chère au Togo :

S'investir davantage pour soulager les populations

P.5



Possible licenciement d'environ 150 agents à Dodo Cosmetics :

La Direction Générale explique

P.5



Rentrée scolaire :

DJ MAC soutient 230 élèves démunis du Togo

Après la rentrée pédagogique du corps enseignant le 20 septembre dernier, c'est autour des élèves de se retrouver ce lundi 27 septembre 2021. En effet, cette rentrée qui est effective sur toute l'étendue du territoire national, vient au moment où le pays fait face à la crise sanitaire due au coronavirus. Une situation qui a amené le gouvernement à gratifier les frais de scolarité pour le compte de l'année scolaire 2021-2022 juste pour soulager les peines que vivent les parents d'élèves en ces temps de crise.

D'autres bonnes volontés ont aussi accompagné l'action du gouvernement en offrant des kits scolaires aux élèves. Parmi ceux-ci figure en bonne place un homme au grand cœur, nommé DJ MAC un acteur culturel qui fait rayonner la musique togolaise à l'extérieur. Ce dernier a fait le geste envers les



Une vue des kits scolaires offerts

enfants démunis de plusieurs localités du Togo à travers une tournée qui a pris en compte Kara, Sokodé, Kpalimé, Agou, Kévé, Tsévié et Agoè-Nyivé.

La tournée de remise de kits scolaires a démarré le 14 septembre dernier et s'est achevée le mardi 21 septembre 2021. Etre aux côtés des parents en ces période de crise sanitaire telle est l'idée nourrit par DJ MAC pour mieux les accompagner en cette nouvelle rentrée

scolaire 2021-2022. Pour cet homme qui réside aux Etats Unis, c'est d'arriver à redonner du sourire aux enfants démunis dont les parents n'ont aucune force pour leur assurer une bonne rentrée scolaire. Car chez certains, avoir un stylo ou un cahier de 50 pages, c'est avec peine. Ainsi pour apporter sa touche, Kossi Azoumaro dit DJ MAC a décidé de soulager les peines des parents et des élèves avec des kits scolaires



Photo de famille

composés des sacs, des lots de cahiers de 100, de 200 pages, des stylos, d'un ensemble géométrique, de crayons et de gommes. De Pya passant par Lama dans la préfecture de la Kozah, de Lavié dans la préfecture de Kloto, d'Assahoun dans la préfecture de l'Avé et de Davié dans la préfecture de Zio, 150 enfants ont eu à bénéficier de ces kits scolaires. Il faut noter également que ce

droit de quatre structures d'orphelinat à savoir El Farouk et Centre Kandiyaa (Creuset) de la préfecture de Tchaoudjo, l'Etoile du Matin, à Agou Kumawou, dans la préfecture d'Agou et l'Orphelinat La Solution à Adeticopé dans la préfecture d'Agoè - Nyivé. A ce niveau, 80 enfants orphelins ont été pris en charge.

Notons qu'à travers cette tournée, l'ambiance était empreinte de reconnaissance et de gratitude. Un peu partout où la délégation est passée, les bénéficiaires n'ont pas manqué de les remercier pour un si grand geste. Des kits scolaires qui pour eux, sont arrivés à point nommé au moment où les parents font face aux difficultés financières. Au donateur, ils ont profité de l'occasion pour lui souhaiter une longue vie afin qu'il puisse continuer par réitérer ce même geste en leur faveur. Le connaissant pour son action de générosité envers plusieurs enfants, femmes et hommes togolais en situation difficile, cet homme de la diaspora n'a pas manqué d'exprimer son enthousiasme, sa gaieté et sa joie vis-à-vis des bénéficiaires. Il a saisi cette occasion pour remercier tous ceux qui de près ou de loin ont contribué financièrement, matériellement, moralement et physiquement à la réussite de cette action nationale. Les mêmes remerciements sont allés à ses proches collaborateurs et surtout aux autorités qui ont accepté de les accueillir. Aux élèves nouveaux comme anciens, il les a invités à plus de travail pour mieux garantir la réussite en fin d'année. L'homme au grand cœur ne compte pas s'arrêter ici car il promet d'autres actions caritatives dans les jours à venir. Ceci pour le bien-être et l'épanouissement des enfants togolais.

Elom

Elom

Rentrée scolaire :

L'Eglise en mission joue sa partition vis-à-vis des démunis et orphelins

Les vacances ont pris fin depuis hier et la rentrée démarre ce lundi 27 septembre sur l'ensemble du territoire national. Face au contexte de crise sanitaire liée à la Covid-19, une inquiétude s'installe au niveau de certains parents démunis et responsables d'orphelins qui n'ont pas encore acheté les fournitures scolaires pour assurer une bonne rentrée à leurs enfants.

Pour les mettre en confiance, l'Eglise en



Remise symbolique

Mission pour le Salut (EMS) a offert des kits scolaires aux enfants démunis et orphelins en ces débuts de rentrée des classes. C'était lors d'une cérémonie de remise qui a eu lieu le mer-

credi 22 septembre dernier dans l'enceinte de l'église située à Bè-Kpota.

Etaient présents à cette cérémonie de remise de kits scolaires, le chef de Bè Anfamé et le premier adjoint au maire de la commune Golfe 1. Au total 408 kits scolaires d'une valeur d'environ 2 millions de francs CFA ont été distribués aux élèves du CP1 en Terminale.

Pour cette opération, l'église a offert des kits scolaires composés des cahiers, des stylos, des ensembles géométriques, des règles, des crayons de couleurs, des couvertures kaki et bien d'autres choses dont ils ont besoin pour

bien démarrer l'année scolaire. Pour le Pasteur Samuel Koffi Eklo, cette action entre dans la droite ligne de la recommandation de leur Seigneur Jésus-Christ, celle de porter assistance à ceux qui sont dans le besoin. Raison pour laquelle il a expliqué que son église n'a jamais cessé d'assister les enfants démunis et orphelins à chaque rentrée scolaire. Mais pour ce qui concerne cette année, ils ont décidé d'élargir la prise en compte des enfants à ceux d'autres églises. Ceci pour des raisons de la covid-19 qui secoue le pays et le monde entier en général. Le but pour lui, c'est de révéler l'amour de Dieu aux fidèles.

Au nom des bénéficiaires, Maria Lateke élève en classe de Terminale a salué la démarche des responsables de l'église et ont promis faire bon usage de ces kits scolaires et réussir à la fin de l'année.

#CQFS

Il est institué pour les commandes publiques, un **quitus fiscal** et une **attestation de régularité fiscale**. Ces actes sont **exceptionnellement** soumis à l'apposition d'un **timbre fiscal de 500F**.

Office Togolais des Recettes - OTR | Canal OTR | +228 90 99 41 01 | 8201

76e session de l'Assemblée générale des Nations Unies :

Les secrets du Togo pour une paix durable dans la sous-région

Mardi dernier s'est ouvert à New York le débat général de la 76e session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Dans un message vidéo qui a été diffusé mercredi dans la soirée, le président Faure Gnassingbé qui n'a pas fait le déplacement cette année, a exposé la politique menée par le Togo pour garantir la paix et la stabilité dans la région et lutter contre le terrorisme qui constitue une menace pour de nombreux pays de la région.

Le Président de la République a également évoqué la question de développement inclusif et de la santé. Le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé n'est pas passé sous silence la couverture sanitaire pour les écoliers et la gratuité des frais scolaires.



Evoquant le volet économique, le Chef de l'Etat a souligné que son pays développait une politique axée sur la transformation agricole et les services logistiques. Il a indiqué la création de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé

(PIA) qui s'inscrit dans cette stratégie.

Faure Gnassingbé a aussi évoqué le problème de la dette des pays africains. " Tout en saluant la décision du G20 d'approuver, depuis l'an dernier, l'Initiative de Suspension du

Service de la Dette (DSSI), je voudrais réitérer l'appel lancé par l'Union africaine ainsi que les institutions onusiennes de voir le poids de la dette de nos pays annulée, ou à tout le moins, allégée ", a-t-il déclaré.

Le Président de la

République a évoqué la crise sanitaire. Dans ce message vidéo, Faure Gnassingbé a rappelé que la pandémie a induit un important rebond de la misère et contribué à creuser davantage les inégalités sociales et l'écart entre les pays développés et ceux en voie de développement.

Fort de ce constat, il a plaidé pour une égale répartition des vaccins disponibles. Le chef de l'Etat a terminé son message en indiquant qu'il était incompréhensible qu'à ce jour, près de 50% des contributions annoncées n'aient pas été décaissées et que la MINUSMA soit confrontée à des contraintes budgétaires pour assurer son soutien logistique au G5 Sahel.

Nouvelle Opinion

Diplomatie parlementaire :

Yawa TSEGAN et André Reichardt très engagés pour le renforcement des relations

Le vendredi 24 septembre dernier, la présidente de l'Assemblée nationale Chantal Yawa Djigbodi Tsègan a reçu André Reichardt, Président du groupe d'amitié France-Afrique de l'Ouest et chef de délégation. Les deux personnalités ont eu de fructueux échanges sur plusieurs sujets. Les échanges ont porté essentiellement sur le renforcement des liens d'amitiés et de coopération entre le Togo et la France, la décentralisation et la coopération décentralisée, les relations interparlementaires, la sécurité et la culture.

André Reichardt a indiqué au sortir de l'entretien qu'il a eu avec Madame la Présidente de l'Assemblée nationale que la rencontre se situe dans le cadre du



Mme Yawa Tsègan (dte) et André Reichardt (g)

groupe d'amitié.

M. Reichardt a expliqué qu'il s'agit de promouvoir l'amitié entre les deux peuples à savoir le peuple français et le peuple d'Afrique de l'Ouest et plus particulièrement le peuple togolais.

" Nous avons indiqué que nous souhaitons que cette amitié puisse se concrétiser à travers des actions les plus profitables aux deux parties puisque,

pour nous, il s'agit d'action gagnant-gagnant pour chaque partie. Nous avons souhaité qu'il y ait des actions de coopération décentralisée à l'avenir avec les 117 communes qui ont été élues récemment. La coopération décentralisée, c'est à travers différents noms tels que le partenariat, les actions concrètes. Nous avons souhaité que ces communes puissent entrer

en relation plus fortes avec les départements, les collectivités locales, les acteurs de la société civile française et toujours dans un esprit gagnant-gagnant. Bien entendu, nous n'avons pas pu, dans ce cadre, faire abstraction de la grande orientation que nous considérons comme fondamentale, entreprise dans ce pays à l'initiative du Président de la République ; et cette décentralisation qui est passée par l'élection des communes. Nous avons aussi échangé au sujet d'autres choses qui nous préoccupent telles que la situation sanitaire, la situation sécuritaire sans faire l'impasse sur des relations culturelles entre la France et le Togo et qui pourrait encore se développer car c'est par la culture que l'on

apprend à se connaître et à travailler ensemble ", a déclaré André Reichardt, Président du groupe d'amitié France-Afrique de l'Ouest et chef de délégation.

Précisons que depuis plusieurs années, la France et le Togo entretiennent de bonnes relations historiquement privilégiées. Ces relations sont nourries par un dialogue politique régulier ainsi que des échanges denses entre les administrations, les sociétés civiles et les acteurs économiques.

La relation bilatérale s'appuie sur une coopération dynamique et renouvelée. Présidé par l'honorable BALOUKI Essossimna Epe LEGZIM, le groupe d'amitié Togo-France est composé de 27 députés.

Lynda Dalikou

Togo/ Millénium Challenge Corporation: Victoire Tomégah-Dogbé a échangé avec la Directrice générale de l'organisme de mise en œuvre

Le jeudi 23 septembre 2021, Mme le Premier Ministre, Victoire Tomégah-Dogbé s'est entretenue, à Lomé, avec la nouvelle Directrice générale de l'organisme de mise en œuvre du Millenium challenge account (OMCA-Togo), Jeanne Ngame Bougonou.

Dans le cadre de la mise en œuvre effective de ce programme, Mme Jeanne Ngame

Bougonou a profité de l'occasion, pour avoir les orientations et conseils de Mme le Premier ministre. Au sortir de l'audience la nouvelle Directrice a expliqué que sa structure a commencé par élaborer le plan de mise en œuvre et par prendre contact avec les parties prenantes principales.

" Ce n'est pas l'organisme de mise en œuvre qui exécute les

activités, ce sont les ministères, les parties prenantes qui mettent en œuvre les activités. Nous, nous sommes là pour faciliter, pour coordonner et nous assurer que les engagements qui ont été pris par le gouvernement dans le cadre de cet accord avec le Millenium Challenge Corporation soient effectivement tenus et que les droits du Togo s'exercent dans



Mme Victoire Tomégah-Dogbé (dte) lors de l'entretien

le cadre de cet accord ", a-t-elle déclaré.

Il faut rappeler que le MCC est un dispositif conçu par le Congrès américain pour réduire

la pauvreté à travers la croissance économique durable dans les pays en voie de développement.

La Rédaction

Tribune libre de Robert Dussey

" Le Togo a fait le choix de travailler au maintien de la paix et de la sécurité "

" Il faut rompre avec la logique de la dépendance irresponsabilisante et travailler résolument à la consolidation de nos résiliences et des mécanismes africains de défense et de sécurité collective". La conflictualisation du monde sous sa forme terroriste au XXIe siècle s'est accompagnée de l'intensification de la prise de conscience que nous vivons dans une communauté mondiale du risque. Il s'agit de la fin d'un paradigme et chaque Etat a désormais la certitude que sa stabilité à l'échelle domestique dépend d'un contexte international, régional et interrégional qui peut l'impacter de diverses façons et parfois remettre en cause l'équilibre acquis. L'inaction et l'indifférence passive coûtent plus cher que la solidarité et l'action.

La présence des groupes terroristes et la perpétration des attaques en Afrique de l'Ouest ont fait de la communauté régionale une " société du risque ", titre de l'ouvrage du sociologue allemand Ulrich Beck, décédé en 2015. De janvier 2020 à mai 2021, les groupes terroristes ont perpétré 1 547 attaques en Afrique de l'ouest, provoquant 4 222 morts. Les pays de la



Prof Robert Dussey, Chef de la Diplomatie togolaise

région, jusque-là à l'abri du danger, ont désormais la pleine conscience de leur vulnérabilité. Sauver le Sahel, c'est sauver la région du golfe de Guinée et de l'Afrique de l'Ouest.

La stratégie, disait le stratège militaire américain Bernard Brodie, " c'est comment agir ", " guider dans l'accomplissement de quelque chose et le faire efficacement ". Le Togo a fait le choix de travailler au maintien de la paix et de la sécurité domestique en étant dans l'action au niveau régional et interrégional. Sa stratégie repose sur quatre axes : la participation à la coopération multilatérale au service de la stabilité régionale et interrégionale ; l'exportation de la vision togolaise de la paix ; le soutien aux processus de norma-

lisation politique, de transition démocratique et efforts de réconciliation nationale par l'entremise de la médiation ; et l'appui à une gouvernance responsable pour plus d'inclusion sociale et politique dans les États de la région.

Paix positive. L'irrationalité de la guerre et l'atrocité de certains conflits contemporains doivent persuader les différents acteurs à privilégier la diplomatie préventive. Celle-ci mise sur la gestion pacifique et politique des conflits et antagonismes. Elle consiste à travailler sur les menaces contre la paix et la sécurité à travers la concertation, la mise en contact et le rapprochement des vues, le dialogue, la médiation et des missions de bons offices.

Le modèle de la paix positive répond au besoin de promouvoir, en complément à la paix armée, les mécanismes et moyens non violents de son édification et de sa construction. C'est bien à cette dynamique que répond le soutien du Togo aux processus de normalisation politique, de transition démocratique et efforts de réconciliation nationale dans des pays comme le Mali et le Tchad, autrefois en Côte d'Ivoire. Les transitions sont le plus souvent des processus aux enjeux et défis multiples, des occasions d'imagination collective et de transformation sociopolitique profonde, mais aussi parfois d'incertitudes et d'hésitations multiformes. Il est donc nécessaire de soutenir et d'accompagner les processus de reconstruction et de refondation économiquement, politiquement et diplomatiquement.

Sécurité collective. Cela privera les groupes terroristes de situations d'instabilité politique dont ils profitent souvent pour mettre en œuvre leur plan de déstabilisation. Ils profitent de certaines formes de dissensions politiques et des inimitiés intercommunautaires pour instaurer leurs lois. D'où l'importance de consolider les processus de consolidation du contrat social et de transformation politique. Dans cette optique, le Togo soutient l'Accord d'Alger et la transition au Mali. Notre pays a abrité à Lomé le 8 mars 2021 la deuxième réunion du Groupe de soutien à la transition. A travers une facilitation du dialogue entre acteurs politiques et société civile, le Togo œuvre aussi actuellement à apporter le même soutien à la transition démocratique en cours au Tchad et au futur processus de dialogue

national.

Pour vaincre le terrorisme, nous devons enfin gagner le combat du développement humain et social. En offrant davantage d'inclusion économique aux populations, les États leur donneront des raisons de prendre part aux processus politiques réguliers et de participer, en tant que citoyens, aux projets de construction nationaux. Cela permettra de se passer des armées étrangères qui n'ont pas vocation à rester perpétuellement en Afrique. La montée en puissance des Talibans et l'effondrement de l'État afghan, quelques semaines juste après le retrait des forces armées américaines, mettent l'Afrique face à une évidence cartésienne. Il faut rompre avec la logique de la dépendance irresponsabilisante et travailler résolument à la consolidation de nos résiliences et des mécanismes africains de défense et de sécurité collective.

Tribune libre de Robert Dussey ministre des Affaires étrangères du Togo, dans l'opinion.fr

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité
Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC
Siège: Adidoadin, PAVée prolongé,
2ème carré après Pharmacie
Le Galien

Directeur de Publication

El Hadj TCHAGNAO Arimiyao
Cel:91 36 37 55
jeantchagnao@yahoo.fr

Secrétariat de la Rédaction

Agbékponou Junior

Rédacteurs

Tchagnao
El Hadj Arimiyao
Agbékponou Junior
Ramzad
Maroine Tchagnao
Dalikou Lynda A.

Imprimerie

Direct Sprint

Tirage

2.000 exemplaires

DJAMA 228
BIÈRE AMBRÉE

SANS SUCRES AJOUTÉS

50cl
500f

LA TRADITION
NOUS RASSEMBLE

EAU MALT HOUBLON

AVEC DJAMA, ON EST ENSEMBLE

www.snb.tg

SNB

Le gouvernement face à la vie chère au Togo :

S'investir davantage pour soulager les populations

La crise sanitaire mondiale a particulièrement exacerbé l'effondrement des économies du monde, gravement entamé les plans de gouvernance de nos pays et engendré, malheureusement, une pénurie évidente du cash dans les poches des citoyens. Au Togo, la situation est très remarquable. Il suffit à cet effet, d'écouter les plaintes, les réclamations et les coups de gueule que beaucoup de citoyens n'hésitent pas à manifester dans des marchés, dans la rue, sur les réseaux sociaux, etc.



Mme le PM Victoire Dogbé

La vie est désormais chère, non pas seulement au Togo, mais partout dans divers pays, notamment africains. Les prix des produits de première nécessité ont grimpé d'un cran alors que l'argent ne circule pratiquement plus.

Devant un tel problème épineux qui dépasse les seules épaules des gouvernants, que faut-il faire concrètement pour se sortir d'affaire et ainsi recréer l'espoir au sein des populations ?

Avant de répondre à une telle question fondamentale et déterminante pour notre vivre ensemble, il s'avère important de rappeler, au prime abord, quelques efforts déjà consentis par nos gouvernants avec, en tête, le Président de la République en personne.

Dès la survenue de la pandémie, des mesures sociales importantes ont été initiées. Au-delà de l'opération Novissi qui a coûté à l'État, près de 11 milliards de francs CFA en trois mois seulement d'assistance aux couches vulnérables, les tranches sociales d'eau et d'électricité ont également été totalement assumées sur la même durée par le gouvernement, avant que cette opération ne soit à nouveau renouvelée, pour le compte du mois d'août dernier. La gratuité des frais de scolarité dans le secondaire a également été actée en complément de la disposition qui dédouane, depuis des années déjà, les élèves du primaire de ces mêmes frais.

Mais plus important encore, des dispositions déterminantes ont été initiées visant à soulager les opérateurs économiques concernant le paiement des taxes fiscales. Entre autres dispositions pratiques prises dans ce domaine du fisc, l'on note la suppression systématique de la TVA sur les voitures neuves importées ainsi que le renoncement aux redressements fiscaux des entreprises. Tout ceci coûte des yeux de la tête à l'État et risque justement de l'étouffer au point qu'il ne soit plus capable, sur

le long terme, de disposer convenablement de ressources adéquates pour faire face à ses charges régaliennes, dont surtout la garantie des salaires des fonctionnaires à la fin de chaque mois.

Devant l'insuffisance de toutes ces mesures initiées, en toute bonne foi, par nos gouvernants, qu'y a-t-il d'autre à faire et par qui, en vue de contrer, sérieusement, cette précarité et cette pauvreté qui commencent à faire râler beaucoup de citoyens togolais ?

Il y'a d'abord le besoin, pour l'État, de veiller à lutter efficacement contre certains maux qui continuent de lui étreindre la gorge. Il s'agit notamment de la corruption et des détournements de deniers publics qui portent un coup sérieux aux efforts que font nos dirigeants en vue d'assoir une économie saine et viable sur le court, moyen et long terme. Cette lutte permettra de redresser les agents véreux de l'administration publique tout en augmentant les capacités de mobilisation des ressources financières pour le compte de l'État et dans l'intérêt du pays lui-même.

Mais au-delà de l'échelle de l'État, s'impose impérativement le besoin d'un élan de solidarité

entre les citoyens eux-mêmes.

Si l'État a longuement fait preuve de volonté et de disponibilité à écouter le peuple et à lui trouver des solutions palliatives les plus à même de le soulager, les leaders qui tiennent l'économie de notre pays et ceux de la classe des bourgeois pourtant bien connus, ne se sont pas montrés suffisamment coopératifs. Chacun d'eux s'emmure dans son coin et reste presque indifférent aux cris de détresse ou aux sollicitations très souvent fondées de son prochain.

Cette situation alarmante nous pousse à rappeler certains principes majeurs qui ont, de tout temps, caractérisé la vie de toute société qui se veut réellement organisée. Il s'agit entre autres, de la solidarité, de la complémentarité, d'entraide mutuelle etc.

Nos communautés sociales d'hier ont prospéré grâce à ces valeurs qui permettent un équilibre social et rassurent par la même occasion, chaque individu vivant avec les siens dans un même espace.

Aujourd'hui, ces valeurs qui créent l'amour entre individus, révèlent notre humanité et facilitent l'évolution assumée de toute société, sont en train de céder lamentablement place à l'indivi-

dualisme, à l'égoïsme et au m'astu vu.

Pendant que des gens stockent délibérément de l'argent dans leurs coffres forts ou sur leurs comptes en banque sans vraiment rien en faire de conséquent ou ne l'utilisent que pour des choses superflues, leurs prochains ou même leurs proches, tirent le diable par la queue, manquent de tout et se battent comme de beaux diables pour se maintenir en vie, sans jamais avoir d'interlocuteurs fiables capables de leur donner appui soit pour leurs idées soit pour leurs projets ou alors pour leur simple survie.

Ce contexte d'avarisme et d'égoïsme est d'autant plus alarmant que chaque citoyen, surtout riche, se doit de comprendre que dans une société organisée, l'épanouissement de tous, ne dépend pas que de l'État. Il est important que les citoyens eux-mêmes prennent conscience de leur part de responsabilité dans la concrétisation d'un tel idéal qui garantit le vivre ensemble.

Aider autrui à sortir de l'ornière et à se sentir utile à sa société, est une vertu que tout individu se doit d'expérimenter et d'en faire sien. Sans cette disposition à accompagner les autres à vivre et à se faire valoir dans la société par leurs talents et leurs qualités, notre société actuelle qui fait face à autant de défis dont celui de cette teigneuse pandémie ayant accentué la paupérisation du peuple, risque de se déconstruire totalement et la révolte ne manquera évidemment pas de prendre place.

Ainsi, ceux de nos concitoyens qui sont financièrement et matériellement riches doivent commen-

cer à ouvrir leur esprit pour percevoir autrement leur rôle dans cette société et se sentir concernés par les peines de leurs prochains afin de leur apporter assistance qu'il leur faut. Ce n'est que de cette manière qu'ils sauront compléter les efforts déjà consentis par l'État et ainsi participer à juguler les difficultés financières et d'autres ordres, auxquelles les couches vulnérables font face dans notre pays aujourd'hui.

Mais qu'on se comprenne très bien, l'idée ici n'est nullement d'inviter nos bourgeois à distribuer du cash aux populations, mais bien d'inscrire le principe de l'assistance aux autres dans leur plan de vie. Rien que par un tel état d'esprit, ils sauront d'emblée les dispositions à prendre pour apporter leur contribution, dans la mesure de leur possible, au bien-être de la population. Et ce ne sera que justice ! Car il ne sert vraiment à rien pour celui qui est riche, de se proclamer citoyen d'un pays, membre d'un régime et de se vanter d'adhérer à la politique du chef de l'État sans se disposer à apporter sa pierre à l'édification d'une nation harmonieuse où tous les citoyens se sentent heureux et fiers d'appartenir à un creuset commun.

L'équilibre social est un facteur fondamental qui empêche toute révolte du peuple et protège la vie à ceux qui sont nantis. Il nous faut éviter, par des actions concrètes et généreuses, l'exaspération des frustrations au sein de la population. Et tout ceci ne relève pas que du devoir de l'État, mais aussi, de tous ceux qui ont les moyens matériels et financiers dans notre pays.

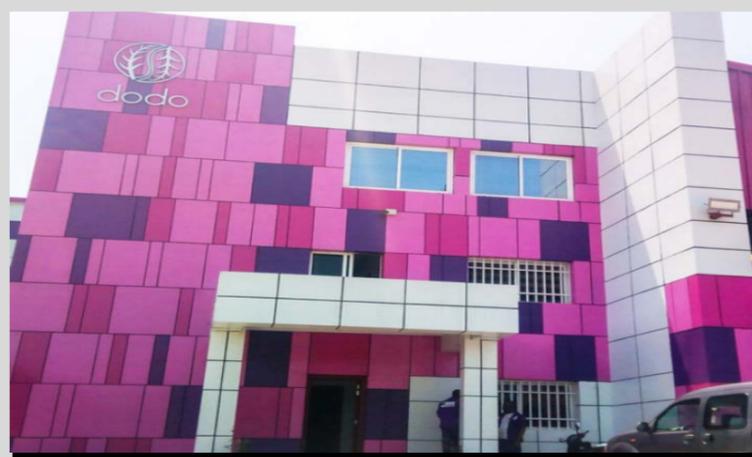
Tchagnao

Possible licenciement d'environ 150 agents à Dodo Cosmetics :

La Direction Générale s'explique

Dodo Cosmetics, une société de fabrication de produits cosmétiques et des parfums installés dans la zone franche est confrontée à un souci majeur. En effet, depuis quelques jours, cent cinquante ouvriers ont cessé le travail pour montrer la solidarité à 3 de leurs camarades qui font l'objet d'une mise à pied de 15 jours. La goûte d'eau qui a fait déborder le vase dans cette société se trouve être une affaire de vol incriminée à quelques agents de la boîte.

Trois ouvriers sont donc impliqués dans une affaire de



vol de plomb qui sert à sceller les conteneurs avant leurs convoyages.

Cette cessation de travail des grévistes qui ont témoigné la solidarité à leurs camara-

des a conduit la Direction générale de Dodo Cosmetics à décidé d'appliquer la loi en se séparant de 150 ouvriers depuis le 13 septembre 2021.

C'est depuis le 25 août dernier que les trois ouvriers ont été impliqués dans cette affaire de vol de plomb. Selon les sources proches de l'administration de DODO COSMETICS, il ressort que " le transitaire après les formalités a déposé le plomb sur les plateaux du véhicule le temps d'aller chercher les douaniers en poste dans l'enceinte de la société. Mais avant son retour, l'on constate que le plomb a disparu ".

Dans son rôle qui lui est assigné, le chef du personnel (CP) a informé le personnel de la disparition du plomb. En

Suite à la page 7

CNAP/ Non aboutissement du sujet sur l'apaisement du climat politique : Le président du MRC accuse l'ANC d'être à la base

Les travaux de la Concertation Nationale des Acteurs Politiques (CNAP) ont démarré en janvier 2021. Au lendemain de ces importants travaux, le président de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), Jean-Pierre Fabre a eu à rencontrer le ministre d'Etat, ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires, Payadowa Boukpassi. Cette rencontre entre les deux hommes a suscité des commentaires dans le giron politique et au sein de l'opinion nationale. Le président du parti politique Mouvement des Républicains Centristes (MRC) Frédéric Abass Kaboua a réagi en donnant les vraies raisons qui ont motivé l'ANC à quitter ce cadre de discussions des acteurs politiques togolais quelques temps avant la fin des travaux.



Frédéric Abass Kaboua, président du MRC, face à la presse

manipulation sont des attitudes que déteste le président Frédéric Abass Kaboua du MRC. Ce qui l'amène à réagir parfois quand certains acteurs se comportent de la sorte vis-à-vis de la population. Il estime que l'heure n'est plus à la politique de double jeu.

Une politique que l'ANC de Jean Pierre Fabre ne cesse de faire au moment où les autres acteurs cherchent des voies et moyens pour faire avancer et bouger les lignes. Comme

d'habitude, le président de MRC déplore cette manière de l'ANC à vouloir dénigrer tous les partis de l'opposition qui ont participé aux travaux de la CNAP jusqu'à la fin.

Pour Abass Kaboua, cette formation politique de Jean-Pierre Fabre après sa rencontre avec le ministre d'Etat, Payadowa Boukpassi et au vu des sujets cruciaux abordés à cette occasion, devrait plutôt rendre compte au peuple et en particulier à ses militants, des

conclusions de ces discussions. Une obligation morale que trouve l'honorable Frédéric Abass Kaboua. Mais malheureusement cela n'a pas été le cas selon lui.

Pour ce qui concerne le départ prématuré de l'ANC à la table du CNAP, le président du MRC estime que ce parti a eu à faire des propositions. Propositions qui concernent les mesures d'apaisement acceptées par l'ensemble des partis qui étaient à la table des discussions. Pour une fois encore, le président du parti le MRC a déploré le fait que l'ANC a décidé de quitter la salle au moment où eux tous étaient prêts à débattre sur cette question cruciale qui touche celle de l'apaisement du climat politique du pays. Cette question selon Kaboua, permettra à tous les fils et filles en exil de retourner au bercail, quelles que soient les raisons de leur absence.

Pour Abass Kaboua, le calcul politique de Jean Pierre Fabre en allant faire ces négociations est de nature à nourrir ses intérêts personnels au détriment des intérêts du peuple. Selon le MRC, c'est que Jean Pierre Fabre voudrait un grand nombre de sénateurs pour revenir au devant de la scène et reprendre le rôle de chef de file de l'opposition à présent que les régionales s'approchent. Pour le président du MRC, Fabre a réalisé que la présence des exilés pourrait réduire drastiquement sa chance de remporter le maximum de sièges aux élections régionales.

Le président du Mouvement des Républicains Centristes (MRC) accuse l'ANC d'être à la base du non aboutissement du sujet sur l'apaisement du climat politique à la Concertation Nationale des Acteurs Politiques (CNAP).

Elom

SAFER : Plateforme automatisée, une innovation au niveau des postes de péage

Le gouvernement togolais, à travers la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER), lentement mais sûrement met en place une plateforme automatisée des postes de péage pour un franchissement plus fluide et un fonctionnement plus efficace. Que comprendre de cette plateforme automatisée et pourquoi une telle initiative. Aussi, quand est-ce qu'un usager peut emprunter les couloirs automatisés, quel est son avantage et comment arriver à faire le paiement à ce niveau. Autant de questions que cherchent à comprendre les usagers.

L'automatisation d'un poste de péage est le passage des procédés manuels en mode informatisé. Tout comme les autres structures étatiques, chacune d'elle a opté pour une digitalisation de leur service. Ainsi, pour se maintenir dans cette dynamique de digitalisation, les premiers responsables de la SAFER n'ont pas manqué d'améliorer le service des usagers de la route. Cette amélioration passe par l'automatisation des postes de péage.

Pourquoi une telle initiative

Aujourd'hui, le système de vidéo surveillance sur les postes de péage étant devenu une nécessité de par l'évidence de son efficacité dans la collecte des droits d'usage de la route,



On doit comprendre que l'automatisation actuelle contribuera à garantir la fluidité du trafic et à améliorer la fiabilité des données routières.

A quelle condition un usager de la route peut-il emprunter les couloirs automatisés ?

Pour emprunter un couloir automatisé, il faut d'abord s'abonner et obtenir une carte ou une vignette. L'abonnement se fait à la direction de la SAFER, sise à Cacavéli à Lomé et par canal numérique sur le www.safer.tg

Une fois l'abonnement effectué, l'usager qui arrive au poste de péage automatisé devra opter, à l'aide des signalisations pour la voie correspondant à son mode de paiement. Ainsi, les abonnés devront emprunter la voie disposant de la signalisation du télépéage (t) et payer par carte ou par vignette. Les autres voies sont ouvertes pour le paiement en espèce.

Avantage

Au-delà du paiement clas-

sique par espèce, l'Automatisation offre deux

nouvelles possibilités aux usagers :

- Le paiement par carte ;
- Le paiement par vignette ;

Avec une possibilité de rechargement par mobile money.

Comment se fait le paiement par carte dans le couloir automatisé ?

- Posez la carte sur le lecteur

de la borne ;

- La borne émet une tonalité;
- Retirez la carte ;
- Prenez le reçu puis partez.

Au demeurant, la SAFER rappelle que pour tout renseignement, de contacter les numéros suivants : 00228 22 51 88 55 / 22 51 88 24 / 70 49 70 13 / 70 49 70 14

La Rédaction

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

COMMISSARIAT GENERAL
COMMISSARIAT DES SERVICES GENERAUX

Direction des Ressources Humaines et de la Formation Professionnelle

Communiqué N° 078 /2021/OTR/CG/CSG/DRHFP
Relatif aux respect scrupuleux des mesures sanitaires prises par le Gouvernement

Conformément au Communiqué du Gouvernement en date du 9 septembre 2021, relatif au protocole sanitaire lié à la pandémie du Coronavirus, le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) demande à tous les Directeurs, Chefs de Division, Chefs- Bureaux et Contrôles préfectoraux, de prendre toutes les dispositions nécessaires au respect scrupuleux des mesures prescrites. Ainsi :

1. l'accès des agents de l'OTR et des visiteurs aux locaux de l'Office est subordonné à la présentation de la preuve de vaccination contre la Covid 19 ;
2. les agents de l'OTR et les visiteurs doivent observer les gestes barrières (lavage des mains, port de masque, distanciation sociale etc.) à l'entrée et dans les locaux de l'OTR.

Le Commissaire Général compte sur la bonne compréhension et le civisme de tous pour le respect strict du présent communiqué.

Fait à Lomé le 15 SEPT 2021
Le Commissaire Général, pi

Congrès de Marseille :

De la nécessité de protéger le pangolin et l'hippopotame

Cette année, au cours du congrès de Marseille, presque tous les orateurs ont reconnu que la biodiversité de la planète est menacée. Même les mammifères marins et les vieilles forêts ont été au cœur des débats. Les différents débats se sont aussi appesantis sur l'extinction de deux animaux : le pangolin et l'hippopotame, bien que figurant déjà sur la liste rouge. Mais ils ne sont pas les seuls à être en danger d'extinction à cause de l'homme.

Les principales menaces qui pèsent sur l'hippopotame et le pangolin sont la chasse pour la viande, les écailles, pour les canines et la diminution drastique de l'habitat. Le déclin des hippopotames est spectaculaire et s'est produit dans un temps record. Notamment en Afrique Centrale, à cause des trafiquants d'espèces sauvages protégées, 95% des effectifs, selon l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), ont été décimés dans les années 2000. Il reste aujourd'hui entre 128000 et 148000 hippopotames en Afrique.

Selon un rapport de 2017 du Fonds International pour la Protection des Animaux (IFAW), le nombre de saisies de pangolin a augmenté dans le monde entier. Et, le rapport d'ajouter que le Nigeria est souvent le point de départ de ce trafic à destination de l'Asie : 10,4 tonnes de produits issus du pangolin en provenance du pays d'Afrique de l'Ouest ont été saisies en 2016. En 2019, ces saisies s'élevaient à 53,9 tonnes.

Contrairement aux grands mammifères du continent, le pangolin n'est pas traqué pour devenir un trophée mais pour être revendu en Asie. Sur ce continent, sa viande est un met de luxe, et ses écailles entrent dans la composition d'une poudre prétendument miraculeuse.

Pour estimer l'ampleur de la chasse aux pangolins, les chercheurs de l'ONG Wild Aid ont analysé des données issues de 113 sites, dont les pays d'Afrique Centrale, principalement le Cameroun, la République centrafricaine, la Guinée équatoriale, le Gabon, la République démocratique du Congo et la République du



Des pangolins



Un hippopotame

Congo. Résultat, plus de 50 saisies majeures de produits issus du pangolin ont été comptabilisées entre 2015 et 2019. Rien qu'en 2018 et 2019, plus de 130 tonnes d'écailles de pangolin ont été interceptées par les autorités de différents pays. Le plus souvent à l'aide de pièges, bien que leur utilisation soit illégale dans la plupart des régions de l'étude.

Ainsi, le pangolin et l'hippopotame ont depuis, rejoint la longue des animaux menacés de disparition. Mais cela n'empêche en rien les trafiquants qui continuent d'appauvrir la biodiversité mondiale. Aussi, d'autres comme la gazelle dama, jadis la plus répandue au Sahara, ou encore plusieurs espèces de requins, des poissons vivant dans les grands fonds marins, sont également au bord de l'extinction.

Selon l'UICN, plus de 40000 espèces ont été répertoriées et actuellement, 16119 d'entre elles sont menacées d'extinction. Parmi ces espèces en danger, un tiers sont des amphibiens, c'est-à-dire des animaux pouvant vivre sur terre et dans l'eau ; un quart sont des arbres, des conifères ; un quart concerne la famille des mammifères ; et les oiseaux constituent un huitième de l'ensemble.

La liste réactualisée de l'UICN au congrès de Marseille du 03 au 11 septembre 2021, indique que près d'un tiers des espèces sont aujourd'hui menacées dans le monde. De nombreux écosystèmes sont aussi menacés, comme les zones humides par exemple, lesquelles ont perdu 50 % de leur superficie au niveau mondial. Ainsi, 784 espèces sont officiellement éteintes. Pour 65 autres espèces, la survie a été rendue possible en captivité pour certains animaux et par le biais de cultures pour plusieurs espèces végétales.

Le trafic des espèces en

voie d'extinction dont l'hippopotame et le pangolin provient d'abord des trafiquants qui activent les braconniers par des billets de monnaies, associé à cela, la sous-information et la pauvreté de la majorité de la population. Il faut aussi ajouter un manque d'encadrement efficace des populations sur les questions de la protection des espèces.

Pourtant l'hippopotame est non seulement, l'ingénieur de l'écosystème à cause de sa capacité d'étendre les prairies mais aussi joue un rôle important dans la biodiversité. En déféquant dans les rivières, il les enrichit avec du silicium, un élément indispensable à la croissance de micro-algues essentielles à l'écosystème des rivières africaines. Le pangolin lui, est un élément essentiel de la chaîne alimentaire et contribue aussi à l'équilibre de l'écosystème.

Au Togo, l'hippopotame et le pangolin sont intégralement

protégés. Si on ne connaît pas le nombre exact de pangolins vivant dans le pays, on compte environ cent hippopotames dans la vallée du Mono, communément appelée la marre d'Afi qui compte à elle seule, plus d'une trentaine d'hippopotames, selon le rapport de l'ONG CDAC.

La détention, la circulation et la vente de trophées d'hippopotames, sont punies par les articles 761 et 796 du nouveau Code pénal du Togo. " La destruction et la commercialisation, directe ou indirecte, sans droit d'espèces animales ou végétales protégées en vertu des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et des conventions internationales auxquelles la République du Togo est partie est punie d'une peine d'un à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende d'un million à cinquante millions sans préjudice de toute autre disposition du présent code ", énonce l'article 761 du nouveau Code pénal.

Pourtant, dans le fleuve Mono, le fleuve Oti ou dans les marres et lacs du sud du pays, les hippopotames sont chassés même si on reconnaît que la chasse reste une activité traditionnelle. En mars 2018, douze braconniers ardemment armés

ont attaqué un hippopotame dans le canton de Sendomé, le fief de ces espèces menacées. Attaqué dans la zone de Atikpatafo, juste à 500 mètres de la marre d'Afi, l'hippopotame s'est battu bec et ongle pour ne pas se laisser dans les mains de ses ennemis. Malheureusement on le retrouve mort le lendemain dans l'après-midi.

La lutte contre le trafic illégal de l'hippopotame et du pangolin nécessite une prise de conscience des populations. Il revient également aux populations de devenir leur propre gardiens afin de sauvegarder les espèces rares et de permettre leur pérennité dans les pays où ils vivent encore comme l'hippopotame malgré les braconnages ici et là.

Qu'il s'agisse de la chasse entraînant le déclin rapide d'une espèce, ou du réchauffement de la planète, ou encore de la pêche avec ses filets toujours plus longs, l'homme est toujours responsable du recul et de la disparition des espèces animales. Ainsi, la lutte contre le trafic illégal des espèces en voie d'extinction nécessite des actions concrètes: les arrestations et les poursuites judiciaires et condamnations de tout contrevenant.

EAGLE-Togo

Possible licenciement d'environ 150 agents à Dodo Cosmetics :

La Direction Générale s'explique

Suite de la page 5

prenant toutes ses responsabilités, il a prié celui qui l'aurait pris de le ramener. Ceci pour éviter des déboires avec la Direction.

Afin d'élucider cette affaire, les vidéos enregistrées par les caméras de surveillance ont été visualisées. Coup de théâtre, les auteurs du vol ont été identifiés. Il s'agit d'un homme qui a opéré avec la complicité de deux autres ouvriers. Pour tirer au clair cette affaire, ils ont été convoqués à s'expliquer devant leur hiérarchie.

Ceux-ci ont répondu favorablement devant la hiérarchie. Dans la foulée, les délégués du personnel s'opposent à l'exercice auquel les trois voleurs identifiés voulaient se soumettre.

" Conformément aux règlements intérieurs, nous les avons convoqués pour un

entretien qui devrait leur permettre d'exposer leur point de vue.

A la veille de la rencontre, les délégués ont introduit un courrier pour dire qu'il y'a vice de procédure. Alors le jour de l'entretien, les trois employés s'étaient fait accompagner des délégués du personnel qui eux, sont venus empêcher l'entretien sous prétexte qu'ils voulaient d'abord une réponse à leur courrier de la veille. Ils ont demandé aux trois (3) employés de bouder l'entretien ", a expliqué un responsable de DODO COSMETICS.

Les preuves sont tangibles et suite à la lettre d'explication des mis en cause, la Direction générale de la société a décidé d'une mise à pied de 15 jours contre les auteurs qui ont d'ailleurs refusé de s'exécuter sur ordre

des délégués du personnel qui dénoncent un vice de procédure dans la décision.

C'est dans ce contexte que les délégués au nombre de huit (8) ont appelé à une Assemblée Générale en violation des restrictions du Gouvernement en cette période de Covid-19 et ont décrété une cessation de travail le 15 septembre 2021.

Selon les sources sûres et dignes de foi, cent cinquante-six (156) ouvriers de Dodo Cosmetics ont abandonné leurs postes. Ils ont également refusé de répondre aux notes d'explications qui leur sont envoyées.

Face à cette situation, la Direction générale dit vouloir appliquer la loi en mettant fin aux contrats de ces ouvriers pour abandon de postes.

La Rédaction



**POUR VÉRIFIER TON IDENTITÉ ET
FAIRE TA RÉGULARISATION DEPUIS
CHEZ TOI, APPELE LE 848**



*L'identification en ligne est soumise à conditions.
La durée d'attente peut être longue aux heures
d'affluence.*

TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

togocom.tg
Three small red icons representing social media platforms: Facebook, Instagram, and YouTube.